

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : 3^e ENII

DATE : 10 juin 2016

LA MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

La garde à vue :
est fixé dans

N
Pr
Ac

maire
publique

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0043

NOTE

12 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

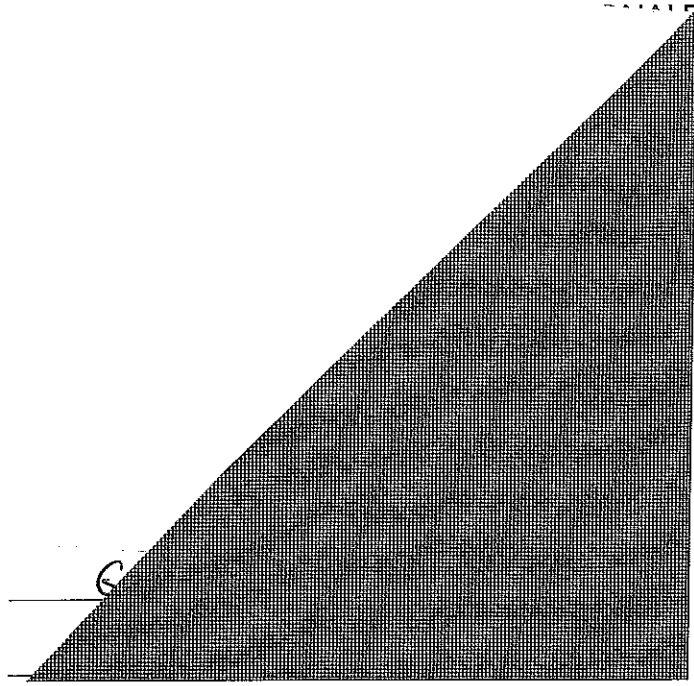
2

COMPOSITION DE CAS PRATIQUE DE
DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)



Question 1 - Le cadre procédural de l'enquête =

La découverte ensanglantée d'un cadavre relève du régime judiciaire des crimes d'article 53 du Code de procédure pénale dispose qu'"est qualifié crime ou délit flagrant, le crime ou délit qui se commet actuellement

ou qui vient de se commettre."

Pour qualifier si l'enquête initiale est une enquête de flagrance ou une enquête préliminaire, il faut déterminer l'élément matériel et l'élément temporel.

L'élément matériel est constitué par la découverte d'un cadavre, il s'agit d'un crime.

L'élément temporel est constitué par les faits de déroulement de l'enquête qui est "aussitôt diligente".

Ainsi la réunion des 2 éléments place l'enquête dans le cadre procédural de la flagrance, qui devra se dérouler sous le contrôle du procureur de la République sans discontinuer pendant une durée de 8 jours.

Question 2: la personne avisée de cette procédure :

L'article 54^{CPP} dispose que "en cas de crime flagrant, l'officier de police judiciaire qui en est avisé, en informe immédiatement le procureur de la République".

Selon l'article 72, le juge d'instruction peut en être avisé et se rendre sur les lieux simultanément.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Question 3 : Sur la régularité de la garde à vue :

Le régime juridique de la garde à vue est fixé dans l'article 63 du Code de procédure pénale.

Selon cet article, seul un officier de police judiciaire peut, d'office ou sur instruction du procureur de la République, placer une personne en garde à vue.

En l'espèce, il est indiqué que l'individu Emmanuel Rofix était interpellé par un officier de police judiciaire puis placé en garde à vue. Il est supposé que ce placement en garde à vue a lieu par le même officier de police judiciaire.

Ensuite, l'article 63 indique que la garde à vue peut durer 24 heures, puis être prolongée de 24 heures sur autorisation écrite et motivée du procureur de la République, si la peine du crime flagrant est supérieure ou égale à un an d'emprisonnement.

Dans les faits, il est indiqué qu'Emmanuel Rofix a subi une garde à vue de 47 heures, soit plus de 24h. Mais une prolongation est intervenue ^{à l'issue} des premières 24h, car aucun élément n'est mentionné sur la décision dans les conditions de forme du procureur de la République, il est supposé qu'elle est régulière dans la mesure où le crime ayant entraîné la mort est susceptible d'entraîner une peine d'emprisonnement de

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

d'un an, la prolongation de 24 h, porte la durée de la garde à vue à 48 h. La durée de 47 h est respectée.

L'article 63-1 du CPP exige que l'information des droits doit être immédiate.

En l'espèce, le placement en garde à vue a lieu à 12h, et la notification des droits intervient 35 minutes plus tard donc pas immédiatement.

Toutefois, la jurisprudence admet qu'un délai puisse avoir lieu lorsque il s'agit du délai de suite par se rendre au commissariat de police, ce qui est le cas : la notification est régulière.

Enfin, l'article 63-3 dispose que la personne gardée à vue peut être assistée par l'avocat de son choix.

Emmanuel Rogée est furieux car l'avocat qui s'est présenté n'est pas celui choisi.

Or dans les faits, l'officier de police judiciaire a respecté en tentant de joindre l'avocat choisi mais sans succès, il a contacté un autre avocat de germanique et donc commis d'office par le bâtonnier tel qu'indiqué dans le texte. La procédure a été respectée.

Ainsi, la garde à vue est régulière en tout point.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Question 4: Sur la nécessaire présence ou non de l'avocat durant la perquisition.

Selon les articles 56 et 57 du CPP, la procédure doit être réalisée en présence de la personne au domicile de laquelle la perquisition a lieu.

En cas d'impossibilité, la personne peut désigner une personne de son choix, sinon l'officier de police judiciaire choisit 2 témoins.

2 hypothèses ont été étudiées en l'absence de précisions sur les faits.

- Le prévenu, Emmanuel Refix est présent lors de la perquisition, alors l'avocat n'a pas nécessairement à être présent, il pourra lire le procès-verbal qui sera rédigé et relever à ce moment les éventuelles irrégularités.

- Le prévenu n'est pas présent et a désigné son avocat pour le représenter. Dans cette hypothèse, la présence de l'avocat était obligatoire et nécessaire. En son absence, la perquisition sera entachée de nullité et ne pourra pas être versée au dossier, ainsi que les preuves découvertes lors de cette procédure.

Les conséquences ne sont de même importance selon que le prévenu est ou n'est pas présent lors de la perquisition.

Question 5 : Les infractions retenues contre Emmanuel

Réflex :

Selon ses dires, il conteste avoir voulu tuer, nie avoir eu un couteau entre les mains, et clame qu'il s'agissait d'un accident malheureux.

Selon l'article 221-6 du Code pénal, disposant des atteintes involontaires à la vie, "le fait de causer (...) par négligence, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement le mort d'autrui constitue un homicide involontaire".

L'élément moral est constitué par le fait d'avoir provoqué sans volonté le mort d'autrui.

Néanmoins, cet élément peut être contesté, au vu d'une part de l'autopsie réalisée sur le cadavre montrant que le mort est décédé à de nombreuses plaies par arme blanche, et d'autre part de la découverte d'un couteau ensanglanté au domicile du prévenu. La réunion de ces éléments démontrent qu'il y a eu volonté de tuer.

Ainsi, l'infraction retenue pourrait être celle de l'atteinte volontaire à la vie, incriminée à l'article 221-1 du Code pénal = le fait de tuer volontairement le mort à autrui constitue un meurtre, puni de 30 ans de réclusion criminelle.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

L'élément matériel constitué par le cadavre ensanglanté et l'élément moral constitué par l'intention de porter atteinte, en se munissant d'un couteau et en portant plusieurs coups au niveau de l'artère fémorale & du cœur. Ainsi, l'infraction retenue sera le meurtre.

Il s'agit à présent de déterminer s'il y a eu préméditation ou quel-ques, qui constituent des cas d'aggravation de peine.

Pour cela, il faut s'attacher aux faits ayant accompagné l'acte, en l'espèce, la dispute a éclaté puis s'en est suivie d'une bagarre sur fond d'alcoolisation des 2 protagonistes. On peut donc utilement supposer que les coups portés l'ont été sur le corps de la victime et du moment sans préméditation, ni quel-ques. Cette circonstance aggravante ne devrait pas être retenue.

question 6: les orientations procédurales:

Au vu des éléments recueillis au cours de l'enquête de flagrance, le procureur de la République devra rédiger un réquisitoire en vue de la saisine du juge d'instruction, selon l'article 51 du code de procédure pénale - Le juge aura pour mission de diligenter une enquête d'instruction préparatoire selon l'article 79 du CPP -

Emmanuel Refix, quant à lui, devra être présenté à un juge de la liberté et de la détention qui devra se prononcer sur la détention provisoire -